

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 23 avril 1934, relatif à la désignation des directeurs des agences économiques. (Arrêté de promulgation du 4 juin 1934). 356

Décret du 4 mai 1934, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. (Arrêté de promulgation du 4 juin 1934). 356

Décret du 7 mai 1934, relatif à la fixation des pourcentages des administrateurs en chef et des administrateurs des colonies. (Arrêté de promulgation du 4 juin 1934). 357

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 28 avril 1934, déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de trente sept mille cent cinquante quatre francs trente et un centimes (37.154 fr. 31) le commis des postes et télégraphes Lawson Lazarus, ex-gérant du bureau d'Anié. 358

Arrêté du 16 mai 1934, portant augmentation du prélèvement sur les traitements du personnel des cadres locaux rétribués sur les divers budgets du Territoire. 358

Arrêté du 29 mai 1934, mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de Côte d'Ivoire. 359

Arrêté du 31 mai 1934, modifiant l'arrêté du 27 septembre 1929 portant reclassement des marchés dans le territoire du Togo. 360

Arrêté du 31 mai 1934, appliquant aux soldes, émoluments, salaires et rétributions imputés sur le budget de la commune mixte, le prélèvement prévu par arrêté 257 du 16 mai 1934. 360

Arrêté du 31 mai 1934, exemptant les soldes des miliciens du prélèvement exceptionnel prévu par l'arrêté 257 du 16 mai 1934. 360

Arrêté du 31 mai 1934, portant approbation du compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1933. 360

Arrêté du 31 mai 1934, modifiant en ce qui concerne les limites du Territoire de la commune mixte de Lomé, l'arrêté N° 578 du 20 novembre 1932. 361

Arrêté du 31 mai 1934, déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de quarante trois mille neuf cent quatre vingt huit francs six centimes, le commis des postes et télégraphes Lawson Lazarus, ex-gérant du bureau d'Anié et modifiant l'arrêté 235 28 avril 1934. 361

Arrêté du 31 mai 1934, portant modification aux tarifs du chemin de fer pour le transport du cacao pendant la période dite «Middle Crop». 361

Arrêté du 31 mai 1934, complétant et modifiant les dispositions de l'arrêté du 20 décembre 1929 sur le régime des déplacements du personnel indigène. 362

Arrêté du 31 mai 1934, autorisant un prélèvement sur le fonds de réserve spécial du budget annexe du chemin de fer et du wharf. 362

Arrêtés du 31 mai 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1933 et 1934. 362-363

Arrêté du 31 mai 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934. 364

Arrêté du 31 mai 1934, portant admission en non valeur des cotes irrécouvrables des contributions directes afférentes à l'exercice 1933. 364

Arrêté du 31 mai 1934, modifiant l'arrêté N° 92 portant réglementation des indemnités à allouer aux fonctionnaires et agents autorisés à utiliser leurs bicyclettes, motocyclettes ou automobiles pour les besoins de leur service. 364

Arrêté du 4 juin 1934, attribuant des délégations de signature. 365

Décision du 4 juin 1934, fixant la date des vacances scolaires dans les écoles officielles pour l'année 1934. 365

Actes divers concernant le personnel 365-370

Chef indigène 370

Commissions 370

Enseignement 370

Remboursements 370

Secours 371

Domaines 371

Avis aux navigateurs 373

Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de mai 1934. 373

PARTIE NON OFFICIELLE

Convocation de l'assemblée générale de la SOCAFA 374

Révocation de pouvoirs 374

Annonces

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Désignation des directeurs des agences économiques

ARRETE N° 304 promulguant le décret du 23 avril 1934 relatif à la désignation des directeurs des agences économiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 avril 1934 relatif à la désignation des directeurs des agences économiques;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 avril 1934 relatif à la désignation des directeurs des agences économiques.

Lomé, le 4 juin 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934;

Vu le décret du 4 avril 1934, portant réalisation de la réforme administrative;

Vu le décret du 6 avril 1934, portant extension aux colonies des décrets du 4 avril 1934;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les directeurs des agences économiques des colonies et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, sont nommés par arrêté du ministre.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Régime financier des colonies

ARRETE N° 303 promulguant le décret du 4 mai 1934 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 4 mai 1934, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 mai 1934, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Lomé, le 4 juin 1934.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 5 mai 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vertu du décret du 28 décembre 1933, modifiant les articles 297, 303 et 304 du décret du 31 mai 1862, la production par les trésoriers-payeurs généraux des bordereaux sommaires des paiements qu'ils ont effectués, et par les ordonnateurs secondaires des relevés des mandats qu'ils ont émis sur crédits budgétaires, doit être assurée, désormais, trimestriellement et non plus mensuellement.

Il y a lieu d'apporter au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies les retouches nécessaires pour étendre cette mesure de simplification à la partie du budget de l'Etat qui s'exécute outre-mer.

Tel est l'objet du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 28 décembre 1933 modifiant les articles 297, 303 et 304 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique;

Vu les décrets du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 23, 27, 30, 33 et 37 du décret du 30 décembre 1912 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 23. — Le registre général des comptes de dépenses indique, par mois, le montant des mandats émis par chacun des sous-ordonnateurs et, le cas échéant, par l'ordonnateur secondaire.

Le total des mandats émis chaque mois par les sous-ordonnateurs est récapitulé par chapitre. Le montant des paiements effectués est indiqué trimestriellement sur cette récapitulation.

Art. 27. — Le livre de comptes est destiné à l'enregistrement, d'une part, des crédits sous-délégués, d'autre part, des dépenses mandatées, par chapitre et article.

Les sous-ordonnateurs inscrivent également sur ce livre, par chapitre, le montant des paiements effectués, au vu du bordereau sommaire que leur adresse trimestriellement le trésorier-payeur, conformément aux prescriptions de l'article 37 ci-après.

Art. 30. — Le livre de comptes est destiné à l'enregistrement des ordres de recettes par rubrique budgétaire; il reçoit également, à la fin de chaque trimestre, l'inscription du montant des ordres de recette recouvrés.

Art. 33. — Dans les premiers jours de chaque trimestre, et jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, les ordonnateurs établissent une situation arrêtée au dernier jour du trimestre précédent.

Elle présente :

(Le reste de l'article sans changement).

Art. 37. — Dans les premiers jours de chaque trimestre, les trésoriers-payeurs remettent aux ordonnateurs, en ce qui concerne les dépenses et les recettes comprises dans le budget de l'Etat, le bordereau sommaire de leurs paiements par exercice et par chapitre, ainsi que l'état comparatif des titres de recette émis et des recouvrements effectués.

(Le reste de l'article sans changement).

ART. 2. — Le présent décret est applicable aux territoires du Togo et du Cameroun placés sous mandat français.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 4 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Pourcentages des administrateurs en chef et des administrateurs des colonies

ARRETE N° 305 promulguant le décret du 7 mai 1934, relatif à la fixation des pourcentages des administrateurs en chef et des administrateurs des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 mai 1934, relatif à la fixation des pourcentages des administrateurs en chef et des administrateurs des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 mai 1934, relatif à la fixation des pourcentages des administrateurs en chef et des administrateurs des colonies.

Lomé, le 4 juin 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 10 juillet 1920, portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies;

Vu les décrets des 17 janvier 1925 et 5 juillet 1928, autorisant des promotions en grade en sus des pourcentages réglementaires pour l'application des lois relatives aux rappels d'ancienneté pour service militaire;

Vu le décret du 11 avril 1934, modifiant le décret du 10 juillet précité, et notamment l'article 3, ainsi conçu : « Les fonctionnaires promus en application des lois sur les rappels d'ancienneté pour service militaire viennent en compte dans le maximum des pourcentages fixés par le présent décret »;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'application des dispositions de l'article 3 du décret du 11 avril 1934 susvisé sera réalisée en trois années, à compter du 1^{er} janvier 1934.

ART. 2. — Les administrateurs en chef et administrateurs des colonies promus dans les conditions prévues par les décrets des 17 janvier 1925 et 5 juillet 1928 susvisés seront incorporés comme suit dans les pourcentages réglementaires :

Administrateurs en chef :

Deux en 1934.

Trois en 1935.

Cinq en 1936.

Administrateurs de 1^{re}, 2^e et 3^e classe :

Trois en 1934.

Cinq en 1935.

Huit en 1936.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Effectif et hiérarchie du personnel des administrateurs des colonies

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 1^{er} juin 1934 page 342, 2^e colonne, 11^e ligne :

au lieu de : « avant 2 ans »

lire : « avant 3 ans ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Débet

ARRETE N° 235 déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de trente sept mille cent cinquante quatre frs., trente et un centimes (37.154,31) le commis des postes et télégraphes LAWSON LAZARUS, ex-gérant du bureau d'Anié.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les articles 410 à 420 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les articles 127 et 131 du décret du 2 mars 1910 sur la solde;

Vu les lettres 175 du 19 mars 1934, 254 du 11 avril 1934 du chef du service des postes, télégraphes et téléphones et les rapports de vérification annexés;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. LAWSON LAZARUS, commis des postes et télégraphes est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme de trente sept mille cent cinquante quatre frs., trente et un centimes (37.154,31).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 avril 1934.

L. PÊTRE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa 8^e séance du 31 mai 1934.

Prélèvement sur traitements

ARRETE N° 257 portant augmentation du prélèvement sur les traitements du personnel des cadres locaux rétribués sur les divers budgets du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations et accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux;

Vu l'arrêté du 28 mars 1934 portant application d'un prélèvement exceptionnel sur les traitements du personnel des cadres locaux;

Vu le décret du 17 avril 1934 abrogeant le décret du 14 mars 1934, et établissant à compter du 1^{er} avril un prélèvement sur les traitements des cadres organisés par décret;

Vu le télégramme officiel n° 77 du 24 avril 1934 prescrivant l'application aux fonctionnaires des cadres locaux des dispositions du décret du 17 avril 1934 à compter du 1^{er} avril 1934;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} avril 1934, les traitements, soldes, émoluments, salaires et rétributions perçus par les fonctionnaires, agents ou auxiliaires, imputés sur les divers budgets du Territoire sont frappés d'un prélèvement fixé ainsi qu'il suit :

Pour les émoluments compris entre	
0 et 20.000	5 %
Pour les émoluments compris entre	
20.001 et 30.000	6 %
Pour les émoluments compris entre	
30.001 et 50.000	7 %
Pour les émoluments compris entre	
50.001 et 80.000	8 %
Pour les émoluments compris entre	
80.001 et 100.000	9 %
Pour les émoluments supérieurs à 100.000	10 %

Les indemnités soumises à retenues devront subir une réduction au moins égale à celle résultant de l'application du présent barème aux émoluments des intéressés, indemnités soumises à retenue comprises.

ART. 2. — Le traitement et les indemnités à considérer sont les traitements et les indemnités annuels nets correspondant au grade et à la classe effectivement occupés par l'agent au cours du mois considéré.

Dans le cas où l'agent se trouve placé dans une position n'ouvrant droit qu'à une fraction de traitement ou de salaire le prélèvement est calculé sur le traitement ou salaire normal d'activité, puis réduit dans la proportion où ces émoluments sont eux mêmes réduits.

ART. 3. — Le prélèvement exceptionnel est liquidé en même temps que le traitement. Le prélèvement afférent à une fraction de mois est calculé sur la base de 360 jours par an pour les fonctionnaires rétribués au mois ou à l'année et de 300 jours par an pour ceux dont la rémunération est fixée par journée de travail effectif.

ART. 4. — Est abrogé pour compter du 1^{er} avril l'arrêté du 28 mars 1934 portant application d'un prélèvement exceptionnel sur les traitements du personnel des cadres locaux européens.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1934.

BOURGINE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 31 mai 1934.

Visite sanitaire

ARRETE N° 272 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de Côte d'Ivoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme en date du 26 mai 1934 du Gouverneur de la Côte d'Ivoire notifiant l'existence de deux cas de fièvre jaune à Agboville;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à nouvel ordre, les passagers européens ou assimilés en provenance de la Côte d'Ivoire débarquant au Togo seront soumis pendant quatre jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de quatre jours ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de départ et qu'ils devront présenter à l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de quatre jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo seront soumis à une période d'observation de quatre jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises en provenance de la Côte d'Ivoire pourront être, également, si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 29 mai 1934.

BOURGINE.

Classement des marchés

ARRETE N° 282 modifiant l'arrêté du 27 septembre 1929 portant reclassement des marchés dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1929 portant reclassement des marchés dans le territoire du Togo; ensemble les arrêtés des 29 mars 1930, 19 août 1931 et 4 octobre 1933 le modifiant ou le complétant;

La chambre de commerce du Togo consultée;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté du 27 septembre 1929 susvisé est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne les marchés tenus dans le cercle d'Atakpamé (subdivision d'Atakpamé).

Cercle d'Atakpamé (subdivision d'Atakpamé) :

Boko, Nyamassilla, Ezimé (le lundi)
Kpakpo, Klabé, Agbandi, Lodji (le mardi)
Akpore, Dadja (le mercredi)
Koledjo, Gléi, Foukolé, Kpessi, Temé
Anié (le jeudi)
Avédjé, Moreta, Amou, Oblo (le vendredi)
Atakpamé (le samedi)

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Prélèvement sur traitements

ARRETE N° 284 appliquant aux soldes, émoluments, salaires et rétributions imputés sur le budget de la commune mixte le prélèvement prévu par arrêté 257 du 16 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté n° 257 du 16 mai 1934 portant augmentation du prélèvement sur les traitements du personnel des cadres locaux rétribués sur les divers budgets du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 257 du 16 mai 1934 susvisé, sont rendues applicables aux traitements, soldes, émoluments, salaires et rétributions imputés sur le budget de la commune mixte de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 285 exemptant les soldes des miliciens du prélèvement exceptionnel prévu par l'arrêté 257 du 16 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des indigènes en service à la compagnie de milice;

Vu l'arrêté n° 257 portant augmentation du prélèvement sur les traitements du personnel des cadres locaux rétribués sur les divers budgets du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les soldes des indigènes en service à la compagnie de milice sont exemptées du prélèvement exceptionnel prévu par l'arrêté 257 du 16 mai 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Approbation du compte définitif de la chambre de commerce

ARRETE N° 286 portant approbation du compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo; ensemble l'arrêté du 12 juillet 1928, le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le compte définitif du budget de la chambre de commerce du territoire du Togo pour l'exercice 1933.

Ce compte est arrêté comme suit :

Recettes 126.118 frs. 94

Dépenses 200.336 frs. 22

Excédents de dépenses 74.217 frs. 28

La situation du fonds de réserve de la chambre de commerce est, à la clôture de l'exercice 1933, arrêtée ainsi qu'il suit :

Excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs à l'exercice 1933 328.420 frs. 72

Balance déficitaire de l'exercice 1933 74.217 frs. 28

254.203 frs. 44

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 287 modifiant, en ce qui concerne les limites du territoire de la commune mixte de Lomé, l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission municipale de Lomé en date du 8 novembre 1933;

Vu le rapport de l'administrateur-maire de Lomé en date du 19 avril 1934;

Vu l'arrêté en date du 24 mai 1934 fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 20 novembre 1932, créant la commune mixte de Lomé, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les limites du territoire de la commune-mixte de Lomé sont constituées par le périmètre urbain tel qu'il est fixé par l'arrêté susvisé du 24 mai 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Débet

ARRETE N° 288 déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de quarante trois mille neuf cent quatre vingt huit francs six centimes, le commis des postes et télégraphes LAWSON Lazarus, ex-gérant du bureau d'Anié et modifiant l'arrêté 235 du 28 avril 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les articles 410 à 420 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les articles 127 et 131 du décret du 2 mars 1910 sur la solde;

Vu les lettres 175 du 19 mars, 254 du 11 avril, 324 du 9 mai, 325 du 14 mai 1934 du chef du service des postes, télégraphes et téléphones et les rapports de vérification annexés;

Vu l'arrêté n° 235 du 28 avril 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 235 du 28 avril 1934 est ainsi modifié :

M. LAWSON Lazarus, commis des postes et télégraphes est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme de quarante trois mille neuf cent quatre vingt huit francs six centimes (43.988,06) sauf erreur ou omission.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 289 portant modification aux tarifs du chemin de fer pour le transport du cacao pendant la période dite « Middle Crop ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 476 du 27 septembre 1932 portant modifications provisoires à l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 relatif au tarif spécial pour le transport du cacao;

Vu l'arrêté n° 442 du 31 juillet 1933 relatif au transport du cacao en « Middle Crop »;

Vu le rapport en conseil consultatif du C. F. T. en date du 12 mai 1934;

Sur la proposition du chef du service du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs à appliquer pour le transport du cacao pendant la période 1934 dite « Middle Crop » seront ceux fixés par l'arrêté n° 442 du 31 juillet 1933.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Déplacements du personnel indigène

ARRETE N° 292 complétant et modifiant les dispositions de l'arrêté du 20 décembre 1929 sur le régime des déplacements du personnel indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1929 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service dans le territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté susvisé du 20 décembre 1929 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Le fonctionnaire, employé ou agent se rendant en congé ou en revenant n'a droit aux frais de déplacement qu'une fois tous les cinq ans. Le délai de cinq ans courra, pour chaque intéressé, à compter du dernier congé qui lui a été octroyé antérieurement au présent arrêté.

Le fonctionnaire, employé ou agent se déplaçant à l'intérieur de la circonscription où il se trouve affecté ne peut prétendre au paiement de l'indemnité journalière. Il n'a droit, dans ce cas, qu'au transport en nature, pour sa personne, et à celui des bagages, dans les conditions fixées par l'arrêté dont s'agit.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Fonds de réserve du budget du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 294 autorisant un prélèvement sur le fonds de réserve spécial du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'article 262 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de réserve spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de six cent mille francs (600.000 frs.) du fonds de réserve du budget annexe du chemin de fer et du wharf, pour faire face à l'insuffisance momentanée des recettes de l'exercice en cours.

ART. 2. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Contributions directes

Par arrêté du :

31 mai 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1933 dont détail ci-après :

N°s DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	MONTANT
458	Anécho	Impôt sur population flottante	40,00	—	40,00
459	—	Patente	150,00	52,50	202,50
460	Sokodé (Lama-Kara)	—	210,00	73,50	283,50
461	Anécho	Armes non perfectionnées	12.020,00	—	12.020,00
462	Atakpamé	—	39.240,00	—	39 240,00
463	Sokodé (Lama-Kara)	—	260,00	—	260,00
464	Sokodé	—	10.020,00	—	10.020,00
465	— (Baasari)	—	18.200,00	—	18.200,00
466	Anécho	Véhicules	380,00	114,00	494,00
467	Atakpamé	—	165,00	49,50	214,50

La date de mise en recouvrement est fixée au 31 mai 1934.

Par arrêté du :

31 mai 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	MONTANT
149	Anécho	Impôt personnel et taxe additionnelle	—	—	6.174,00
150	Klouto	—	—	—	5.766,25
151	Sokodé	—	—	—	130,00
152	— (L. K.)	—	—	—	4.237,75
153	Anécho	Impôt personnel indigène	—	—	17.910,00
154	—	(revenu inférieur à 1000)	—	—	612.240,00
155	—	—	—	—	171.460,00
156	Klouto	—	—	—	140,00
157	Atakpamé	—	—	—	180,00
158	Sokodé	Impôt sur la population flottante	—	—	80,00
159	— (Bassari)	—	—	—	2.360,00
160	Mango.	—	—	—	8.600,00
161	Anécho	Rachat prestations (européen)	—	—	660,00
162	Klouto	—	—	—	1.020,00
163	Anécho	Rachat prestations (indigène)	—	—	126,00
164	—	—	—	—	4.338,00
165	—	—	—	—	551.016,00
166	—	—	—	—	154.314,00
167	Klouto	—	—	—	24,00
168	Atakpamé	—	—	—	36,00
169	Sokodé	—	—	—	60,00
170	— (L. K.)	Impôt foncier	—	—	5,50
171	Atakpamé	Armes perfectionnées	—	—	40,00
172	Anécho	Taxe d'hygiène	—	—	910,00
173	Klouto	—	—	—	1.400,00
174	Sokodé (L. K.)	—	—	—	70,00
175	—	—	—	—	560,00
176	Anécho	Taxe d'A. M. I.	—	—	560,00
177	—	—	—	—	8.955,00
178	—	—	—	—	367.344,00
179	—	—	—	—	102.876,00
180	Klouto	—	—	—	70,00
181	Atakpamé	—	—	—	90,00
182	Sokodé (L. K.)	—	—	—	210,00
183	Lomé (Subd.)	Patentes	750	262,50	1.012,50
184	Anécho	—	1.325	463,75	1.788,75
185	Klouto	—	2.120	742,00	2.862,00
186	Sokodé (Bassari)	—	110	38,50	148,50
187	— (L. K.)	—	180	63,00	243,00
188	Mango	—	860	301,00	1.161,00
189	Klouto	Licences	300	150,00	450,00
190	Anécho	—	300	150,00	450,00
191	Atakpamé	—	300	150,00	450,00
192	Anécho	Véhicules	2.660	798,00	3.458,00
193	Klouto	—	13.060	3.916,00	16.978,00
194	Sokodé (Bassari)	—	80	24,00	104,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 10 juin 1934.

Par arrêté du :

31 mai 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		MONTANT
				Budget Local	Commune Mixte	
137	Lomé (C. M.)	Impôt personnel & taxe add.	2.475,50	—	1.287,00	3.762,50
138	—	—	18.640,50	—	10.725,00	29.365,50
139	—	Impôt sur population flottante.	440,00	—	44,00	448,00
140	—	Rachat prestation européenne.	540,00	—	—	540,00
141	—	—	3.960,00	—	—	3.960,00
142	—	Armes perfectionnées	220,00	—	22,00	242,00
143	—	— non perfectionnées	80,00	—	—	80,00
144	—	Taxe d'hygiène	630,00	—	—	630,00
145	—	—	5.320,00	—	—	5.320,00
146	—	Véhicules	2.700,00	810,00	270,00	3.780,00
147	—	—	1.970,00	591,00	197,00	2.758,00
148	—	Patentes	3.810,00	1.333,00	381,00	5.524,50

La date de mise en recouvrement des rôles est fixée au 10 juin 1934.

Par arrêté du :

31 mai 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Sont admis en non valeur les cotes irrécouvrables des contributions directes, exercice 1933, ci-après désignées :

Impôt personnel indigène

Atakpamé	24.460
Mango 5.432 + 140	5.572

Rachat prestations

Atakpamé	22.698
Mango	4.668

Taxe d'A. M. I.

Atakpamé	14.552
Mango	3.950

Patentes

Atakpamé	1.113,75
--------------------	----------

Licences

Atakpamé	450,00
--------------------	--------

Indemnités aux fonctionnaires utilisant leurs véhicules pour les besoins du service

ARRETE No 300 modifiant l'arrêté no 92 portant réglementation des indemnités à allouer aux fonctionnaires et agents autorisés à utiliser leurs bicyclettes, motocyclettes ou automobiles pour les besoins de leur service.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté no 92 en date du 14 février 1934, réglementant les indemnités aux fonctionnaires utilisant leurs véhicules pour les besoins du service administratif;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles : premier, quatre et sept de l'arrêté susvisé sont ainsi modifiés :

Article premier. — Une indemnité fixe de transport de six frs. par mois, non fractionnable, les fractions de mois étant négligées, peut être accordée aux fonctionnaires, agents européens et indigènes utilisant des bicyclettes leur appartenant pour les déplacements motivés par l'exécution de leur service.

Art. 4. — Les fonctionnaires et agents propriétaires d'une motocyclette autorisés par décision du Commissaire de la République à en faire usage pour les besoins de l'administration auront droit à une indemnité forfaitaire annuelle de six cents frs., payable trimestriellement au vu d'un certificat attestant que le véhicule est en bon état et a bien été utilisé pour les besoins du service.

Si l'autorisation a été accordée dans le cours d'un trimestre, l'indemnité ne sera due qu'à compter du premier jour de la quinzaine qui suivra cette autorisation.

Art. 7. — Ces indemnités sont fixées d'après le tableau ci-dessous :

Voitures dont la puissance fiscale est de plus de 10 C. V. 0 fr. 70 par km.

Voitures dont la puissance fiscale est inférieure à 10 C. V. 0 fr. 60 par km.

Ces indemnités sont majorées de 0,10 par km. lorsque le bénéficiaire réside à l'intérieur des cercles de Sokodé et de Mango.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du premier juin sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Délégation de signature

ARRETE N° 308 attribuant délégation de signature.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 4 juin 1934 nommant M. LE ROLLE chef de cabinet;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par délégation du Commissaire de la République,

M. LE ROLLE, chef de cabinet :

1° — donnera légalisation aux signatures,

2° — signera les passeports délivrés aux européens et assimilés, les autorisations d'importation, de transport, d'achat et de vente d'armes et de munitions, les permis de conduire les véhicules, les cartes de circulation desdits véhicules.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 juin 1934.

BOURGINE.

Vacances scolaires

DECISION N° 426 fixant la date des vacances scolaires dans les écoles officielles pour l'année 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La date des vacances pour le 2° semestre scolaire 1934 dans les écoles officielles est fixée comme suit :

I. — Vacances du 3^e trimestre :

Du 5 au 19 août.

II. — Grandes vacances :

Du 2 décembre au 31 janvier 1935.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 4 juin 1934.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Affectations

Par arrêtés du ministre des colonies en date du 18 mai 1934 :

M. M. PEUVERGNE administrateur de 1^{re} classe des colonies et LE ROLLE administrateur de 2^e classe en service en Afrique occidentale française ont été affectés au Togo.

M. M. LANREZAC administrateur de 1^{re} classe et CERVEAUX administrateur de 3^e classe en service au Togo ont été mis à la disposition du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, à compter du jour de leur embarquement pour la nouvelle colonie d'affectation.

LISTE par ordre de mérite, des adjoints principaux, adjoints des services civils des colonies, ayant obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions d'administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, après un stage à l'école coloniale pendant l'année scolaire 1933-1934.

M. M.

COURTHIADE.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Reprise de fonctions

Par arrêté du :

12 mai 1934. — M. AQUÉRÉBURU Samuel, instituteur auxiliaire du cadre secondaire de l'enseignement, en disponibilité sans solde, depuis le 9 septembre 1930.

est rappelé à l'activité pour compter du 9 avril 1934, veille du jour de son embarquement à destination de la colonie.

M. AQUÈREBURU est placé pour compter de cette même date dans la position de congé hors cadres pour une durée de un an et mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectation spéciale

Par décision du 26 mai 1934 sont rayés de l'affectation spéciale :

M. M. CODÉ Jules Raoul, classe de mob. 1910 N° Mle. 368 (Fort de France) lieutenant de réserve, chef du service de l'agriculture parti en congé administratif de 6 mois le 10 avril 1934.

DE SAINT ALARY Jean François, classe de mob. 1908 N° Mle. 2128 (Seine) lieutenant de réserve, administrateur des colonies parti en congé administratif de 6 mois le 19 mars 1934.

Affectations

Par décisions des :

26 mai 1934. — M. CATHELIN, chef comptable hors classe des travaux publics, est nommé billeteur du service des travaux publics et comptable-matières du garage central, en remplacement de M. MANDON, comptable auxiliaire.

M. CATHELIN aura droit en qualité de billeteur et comptable-matières du garage central, aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 mai 1933.

M. MANDON, engagé en qualité de comptable auxiliaire suivant décision n° 340 du 21 avril 1934, assurera les fonctions de surveillant auxiliaire des travaux publics.

Il sera mis en cette qualité à la disposition de l'administrateur commandant le cercle d'Anécho, pour compter du 1^{er} juin 1934.

Par arrêté du :

29 mai 1934. — M. CATTAND, commis-greffier stagiaire du cadre de l'A. O. F. remplira provisoirement les fonctions de greffier-notaire en remplacement de M. PALMYRE commis-greffier de 1^{re} classe, en instance de départ en congé.

Par décision du :

31 mai 1934. — M. ASTIER Arthur, brigadier de 1^{re} classe des douanes, chef de la brigade de Lomé, est détaché provisoirement au service de la visite en qualité de vérificateur à Lomé, en remplacement du brigadier de 2^e classe BARRERE François, en instance de départ en congé.

Par arrêté du :

2 juin 1934. — M. MAHOUX Mauricie, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies, est nommé chef des services des chemins de fer et du wharf par intérim, en remplacement du capitaine du génie BILLET en instance de rapatriement.

M. MAHOUX est nommé ordonnateur-délégué du budget annexe des chemins de fer et du wharf.

Par décisions du :

4 juin 1934. — M. VUILLET Charles, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, attendu à Lomé par s/s *Hoggar* vers le 13 juin 1934, est nommé adjoint au commandant de cercle d'Atakpamé, en remplacement de M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, en instance de départ en congé.

M. VUILLET remplira les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré.

Il aura droit aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 décembre 1929.

M. TAVERA Barthélémy, chef de district de 3^e classe des chemins de fer du Togo, attendu à Lomé par s/s *Hoggar* vers le 13 juin 1934, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

M. KNILL Marcel, conducteur de 1^{re} classe des travaux agricoles et forestiers du Togo retour de congé attendu à Lomé le 6 juin 1934 sur s/s *Asie* est nommé chef de la circonscription agricole du nord avec résidence à Sokodé.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

Par arrêtés des :

4 juin 1934. — M. LE ROLLE, administrateur de 2^e cl. des colonies, provenant du Niger, est nommé chef du cabinet du Commissaire de la République et secrétaire-archiviste du conseil d'administration du territoire du Togo, en remplacement de M. CERVEAUX Omer, administrateur de 3^e classe des colonies, affecté au Niger.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue au tableau n° 1 annexé à l'arrêté du 20 mai 1933.

5 juin 1934. — M. PEYROTTE, receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, est nommé provisoirement, et cumulativement avec ses fonctions actuelles, président du tribunal de 1^{re} instance de Lomé en remplacement de M. FORGUES, président dudit tribunal, en instance de départ en congé.

En application des dispositions du décret du 2 mars 1910 art. 9, paragraphe 3, M. PEYROTTE aura droit à une indemnité annuelle de 8.750 francs égale au quart de la solde de présence du titulaire.

Par décision du :

8 juin 1934. — M. MILLELIRI Paul, adjoint de 2^e classe des services civils du Togo, précédemment mis à la disposition du commandant de cercle de Mango est affecté au bureau des finances.

Par décision du :

8 juin 1934. — M. GOUJON Daniel, administrateur de 1^{re} classe des colonies, est nommé adjoint à l'administrateur en chef des colonies, commandant le cercle de Lomé, administrateur-maire de la commune-mixte et président du tribunal du 1^{er} degré, en remplacement de M. MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé chef de la subdivision de Lomé, en remplacement de M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies en instance de départ en congé.

Ces fonctionnaires auront droit :

1^{er} — M. GOUJON aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 décembre 1929 ;

2^e — M. MOAL aux indemnités prévues par les arrêtés des 20 décembre 1929 et 20 mai 1933.

Congés et passages

Par décisions des :

29 mai 1934. — Un congé de fin de contrat de 6 mois, pour en jouir à Bidart (Basses-Pyrénées), est accordé à M. BRAMARIE Pierre, chef de chantier contractuel.

Un passage de Lomé à Marseille, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré, ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 11 ans $\frac{1}{2}$ sur paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 24 juin 1934.

4 juin 1934. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir 34, rue Bicoquet, à Caen (Calvados), est accordé à M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré, ainsi qu'à sa femme et ses trois enfants âgés de 6 ans, 4 ans et 3 ans sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1934.

5 juin 1934. — Un congé administratif de 8 mois, pour en jouir à Paris, est accordé à M. NATIVEL Léon, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, qui compte 33 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfara* attendu à Lomé vers le 9 juillet 1934.

7 juin 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation (2^e classe, 3^e catégorie), de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1934, est accordée à Madame LE BLAIS Pierre, femme d'un agent sanitaire contractuel, se rendant rue de la gare, Plouezec (Côtes du Nord).

Une réquisition de passage de retour par anticipation (2^e classe, 3^e catégorie), de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1934, est accordée à Madame MAUGIS, femme d'un commis des services civils, se rendant 8 rue du Parc à Clichy (Seine).

Divers

Par décisions des :

24 mai 1934. — Est abrogée sur sa demande, pour compter du 25 mai 1934, la décision du 7 mars 1934 portant engagement de M. GARABELLO GIOVANI, en qualité de mécanicien à solde journalière.

6 juin 1934. — La décision n° 13 du 5 janvier 1934 nommant M. COMBE Roger à l'emploi de chef de district auxiliaire à la solde journalière de 70 francs est complétée comme suit :

M. COMBE aura droit aux soins médicaux et à l'hospitalisation dans les formations sanitaires du territoire du Togo, pour lui et sa famille, mais il subira la retenue d'hôpital sur sa solde, cette dernière étant considérée égale à la solde d'un chef de district de 5^e classe du cadre local du personnel du chemin de fer et du wharf.

PERSONNEL INDIGÈNE

Affectations

Par décision des :

29 mai 1934. — L'opérateur de 8^e classe du cadre local indigène des T. P., d'ALMEIDA Alexandre, affecté à Anécho (travaux du pont de Zébé) suivant décision n° 1019 du 21 décembre 1933, est mis à la disposition du chef de la subdivision des T. P. de Lomé-ville, pour compter du 24 mai 1934, date de son retour à Lomé.

26 mai 1934. — M. AQUÉRÉBURU Samuel, instituteur auxiliaire du cadre secondaire de l'A. O. F., directeur du centre scolaire de Sokodé, est chargé du cours de perfectionnement hebdomadaire des moniteurs.

M. AQUÉRÉBURU Samuel, aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

8 juin 1934. — Le commis d'administration de 4^e classe PEREIRA DA SILVA Jacintho, en service à Anécho, est mis à la disposition du commandant de cercle de Mango.

L'inspecteur auxiliaire COMLAN Georges, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle d'Anécho.

Il remplira les fonctions assurées par l'inspecteur auxiliaire COMLAN Paulin et prévues par la décision n° 93 en date du 2 février 1934.

L'inspecteur auxiliaire COMBAN Paulin, actuellement à Anécho, est affecté au service de police et sûreté à Lomé.

Mutations

Par décision du :

5 juin 1934. — L'infirmier de 4^e classe BANDEIRA Simon, du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase, en congé, est affecté à Lomé à l'expiration de son congé.

L'infirmier de 4^e classe LAWSON Eliab, en service à Lomé, est mis à la disposition du médecin-chef du secteur de prophylaxie de la trypanosomiasse en remplacement de l'infirmier BANDEIRA Simon.

Congés

Par décisions des :

29 mai 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juin 1934 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 1^{re} classe KOHLER Joseph, en service aux chemins de fer (contrôle des recettes), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juin 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier des chemins de fer de 7^e classe ADANLEGOU Joseph, en service au wharf, pour en jouir à Palimé.

Il est autorisé à se faire accompagner de sa fille âgée de dix ans.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 1^{er} juin au 15 juillet 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 4^e classe ANANI Christophe, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 16 juillet au 13 septembre 1934 inclus, est accordé au commis d'administration de 5^e classe GBIKPI Norbert, en service au secrétariat général (bureau des finances), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juillet 1934 inclus, est accordé au surveillant de 3^e classe des P. T. T. DEOU ASSAMA, en service à Atakpamé, pour en jouir à Sada (cercle d'Atakpamé.)

Une prolongation de congé pour maladie de 30 jours avec demi-traitement, valable du 1^{er} au 31 mai 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe LAWSON Louis, pour en jouir au Territoire.

4 juin 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 11 juin au 10 juillet 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 4^e classe AKAKPOVI Louis, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

ERRATUM à la décision du 25 avril 1934, accordant congé à l'infirmier BANDEIRA Simon. (J. O. T. 1934 page 327).

Au lieu de :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mai 1934 inclus, est accordé à l'infirmier.

Lire :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 16 mai au 14 juin 1934 inclus, est accordé à l'infirmier.

Indemnités

Par décisions des :

29 mai 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois, prévue par l'arrêté n° 92 du 14 février 1934 est accordé aux agents dont les noms suivent, en service au trésor :
M. M. DOSSOU SOSSOU, planton de 7^e classe,
DOVONOU GASPARD, planton auxiliaire.

7 juin 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934 est accordé aux agents dont les noms suivent :

M. M. COMLAN Georges, inspecteur auxiliaire de police en service à la police et sûreté à Lomé,
KONJO François, planton de 6^e classe en service au cabinet,
MESSOUNA BRAHIMA, planton auxiliaire en service à la direction du chemin de fer,
KOUASSI Johanès, surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P. T. T. en service au cercle de Mango.

Suspension de fonctions

Par arrêté du :

8 juin 1934. — Les facteurs-enregistreurs de 2^e et 3^e classes DOVI Jonathan et BRENNER Frédéric, sont suspendus de leurs fonctions pour compter du 7 juin 1934.

Commission d'enquête

Par arrêté du :

4 juin 1934. — Une commission d'enquête composée de :
M. M. GOUJON Daniel, administrateur de 1^{re} classe des colonies, *Président*

ALIBERT Henry, assistant de 2^e classe des laboratoires,
FRÉAU Max, commis de 1^{re} classe des services civils du Togo,
KLOUTSE Joseph, moniteur auxiliaire de 4^e classe d'agriculture,
SINZOGAN Léonard, moniteur de 3^e classe de l'enseignement officiel.

Membres

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du moniteur auxiliaire de 5^e classe de l'agriculture DOU Thomas en service à la pépinière de Lomé.

Démission

Par arrêté du :

29 mai 1934. — Le mécanicien de 2^e classe des chemins de fer du Togo COLLE Alexandre, est considéré comme démissionnaire de son emploi pour compter du 14 avril 1934, pour n'avoir pas rejoint son poste à l'expiration du congé dont il était titulaire.

Licenciements

Par arrêtés des :

31 mai 1934. — L'infirmier de 5^e classe LAWSON Louis, est licencié de son emploi pour inaptitude physique pour compter du 1^{er} juin 1934.

Une indemnité de licenciement égale à trois mois de solde de présence s'élevant à mille cent cinquante francs (1.150 frs) est accordée à l'infirmier de 5^e classe LAWSON Louis.

La dépense résultant du présent arrêté est imputable sur les fonds du budget d'emprunt chapitre XII, article 2.

31 mai 1934. — Sont licenciés pour compter du 1^{er} juillet 1934, par suite de suppression d'emploi, les agents à soldes journalières en service aux travaux publics dont les noms suivent :

LAWSON Pierre, commis à 8 francs par jour,
TERE Maixent, commis à 5 francs par jour,
KOUASSI Jean, peinteur à 9 francs par jour,
LINO Louis, magasinier à 9 francs par jour.

8 juin 1934. — Le facteur auxiliaire DOSSAVI Basile, est licencié de son emploi pour compter du 7 juin 1934 pour faute grave dans son service.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Engagements — Rengagement**

Par arrêté du :

31 mai 1934. — a) — Sont engagés pour 1 an après stage d'un an accompli (catégorie A) pour compter du 1^{er} juin 1934 :

GBEA, tirailleur 2^e classe Mle M/321 A. D. de la P. C. Lomé.

MAHINO, tirailleur 2^e classe Mle M/325 A. D. de la 4^e section Anécho.

b) — Est rengagé pour 1 an à compter du 1^{er} juin 1934, le tirailleur de 2^e classe ARRIPOR Ambroise, Mle M/266 B. T. de la P. C. Lomé.

Nominations

Sont nommés tirailleurs de 1^{re} classe pour compter du 1^{er} juin 1934 :

ZEKPA Joseph, tirailleur 2^e classe Mle M/261 B. T. de la 4^e section Anécho.

GBEA, tirailleur 2^e classe Mle M/321 A. D. de la P. C. Lomé.

OURI KÉTA, tirailleur 2^e classe Mle M/264 A. S. de la P. C. Lomé.

BARTIE KABOURÉ, tirailleur 2^e classe Mle M/226 A. C. de la P. C. Lomé.

ALEKRO, tirailleur 2^e classe Mle M/211 A. T. de la P. C. Lomé.

Mutations

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} juin 1934, les tirailleurs dont les noms suivent :

MAMA OURO, caporal Mle M/19 A. T. de la 4^e section Anécho.

GBEA, tirailleur 1^{re} classe Mle M/321 A. D. de la P. C. Lomé.

OURI KÉTA, tirailleur 1^{re} classe Mle M/264 A. S. de la P. C. Lomé.

BARTIE KABOURÉ, tirailleur 1^{re} classe Mle M/226 A. C. de la P. C. Lomé.

ALEKRO, tirailleur 1^{re} classe Mle M/211 A. T. de la P. C. Lomé.

GOMA, tirailleur 1^{re} classe Mle M/248 A. T. de la P. C. Lomé.

ZEKPA Joseph, tirailleur 1^{re} classe Mle M/261 B. T. de la 4^e section Anécho.

Agrément de stagiaire

Est agréé en qualité de stagiaire catégorie B. pour compter du 1^{er} juin 1934, le nommé KOUASSI Georges.

Permission

Une permission de 15 jours avec solde de présence est accordée au tirailleur de 2^e classe MAHINO, Mle M/325 A. D. de la 4^e section Anécho, pour en jouir à Locossa, subdivision d'Athiémé (Dahomey).

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 6 juin 1934, le stagiaire catégorie A. DJOGBEMEDE, Mle M/324 A. D. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} juin 1934. — KOFFI, brigadier chef 2^e classe Mle 26 du peloton d'Atakpamé.

3 juin 1934. — TCHASSI Camille, garde 2^e classe Mle 977 du détachement de police Lomé.

5 juin 1934. — GNAMAN, garde 2^e classe Mle 676, du peloton de Mango.

Permission — Congé

a) — Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée au garde de 2^e classe SIGNON, Mle 881, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Bio (Sokodé).

b) — Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité de transport (aller et retour) est accordé au brigadier de 1^{re} classe KEDESSEM, Mle 404, du peloton de Lomé, (accompagné de sa femme et 4 enfants) pour en jouir à Ténéga (Sokodé).

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 28 juin 1934 le garde de 2^e classe TAIHEVA, Mle 919, du détachement de police Lomé.

Est rayé des contrôles de la garde indigène le garde de 1^{re} classe SAMBA SALIOU, Mle 596, du peloton de Mango, décédé le 15 mai 1934.

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, les ex-tirailleurs dont les noms suivent, pour compter du 1^{er} juin 1934, avec les grades et classes ci-après :

MAMA OURO, garde 1^{re} classe Mle 991, ex-caporal de la 4^e section Anécho, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

GBEA, garde 2^e classe Mle 992, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

OURI KÉITA, garde 2^e classe Mle 993, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

BARTIE KABOURÉ, garde 2^e classe Mle 994, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

ALEKRO, garde 2^e classe Mle 995, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

GOMA, garde 2^e classe Mle 996, ex-1^{re} classe de la P. C. Lomé, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

ZEKPA Joseph, garde 2^e classe Mle 997, ex-1^{re} classe de la 4^e section Anécho, affecté le dit jour au peloton de dépôt.

b) — Sont affectés pour compter du 1^{er} juin 1934 :

au peloton de Klouto :

KADIOU, garde 1^{re} classe Mle 932, du peloton de dépôt.

au peloton de Mango :

SAKPANA, garde 2^e classe Mle 983, du peloton de dépôt.

MAMADOU, garde 2^e classe Mle 979, du peloton de dépôt.

au peloton de dépôt :

TIAMA II, garde 2^e classe, Mle 844, du détachement police Lomé.

- CHEF INDIGÈNE

Par arrêté du :

31 mai 1934. — PETU Andréas est nommé chef du canton de Mayondi (cercle de Klouto) en remplacement d'Elias AMEDEKAGBLE décédé.

COMMISSIONS

Par décision du :

29 mai 1934 — Une commission composée de :

M.M. PÉCHOUX, chef du bureau des finances	<i>Président</i>
VEUILLET, chef du service de la voie et bâtiments,	
DE GUISE, chef de la section du matériel,	<i>Conseillers techniques</i>
ESTASSY, ingénieur-chef du service des travaux publics,	
STOLL, chef du garage central,	
CATHÉLIN, comptable du garage central.	

se réunira sur la convocation de son président en vue de la condamnation des pièces automobiles usagées et inutilisables entreposées au garage central.

Une commission composée de :

M.M. le Commandant de cercle de Lomé,	<i>Président</i>
ou son délégué	
Le chef du service des travaux publics,	<i>Membres</i>
ou son délégué,	
AGUIAR Jacintho, propriétaire à Lomé,	
DE SOUZA Augustino, propriétaire à Lomé, représentant le concessionnaire,	

se réunira à Lomé, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le sieur AGUIAR Jacintho.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

ENSEIGNEMENT**Commission d'examen**

Par arrêté du :

6 juin 1934 — La commission chargée de la surveillance des épreuves de l'examen pour l'obtention du diplôme d'aptitude professionnelle des instituteurs du cadre secondaire de l'A. O. F. en service au Togo est composée ainsi qu'il suit :

M.M. IMBERT, chef du service de l'enseignement	<i>Président</i>
• LESTRADE, administrateur-adjoint des colonies,	<i>Membres</i>
KUTSCHENRITTER, instituteur supérieur.	

Les épreuves auront lieu au cours complémentaire et s'ouvriront le 30 juillet 1934 à 7 h. 30.

Radiations

Par décisions des :

26 mai 1934. — Le candidat HOUNKPATI Daniel, de l'école régionale d'Anécho est radié de la liste d'admission à l'école professionnelle de Sokodé pour inaptitude physique.

Le candidat BABAYE TCHA de l'école de Bafilo est admis comme élève à l'école professionnelle de Sokodé (section maçonnerie) en remplacement du candidat HOUNKPATI Daniel.

6 juin 1934. — L'élève de 2^e année, TREZISE, de l'école professionnelle de Sokodé est rayé, sur sa demande, des contrôles de cette école.

REMBOURSEMENTS

Par arrêté des :

31 mai 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Est autorisé le remboursement à l'« United Africa Company Limited » de la somme de sept mille sept cent vingt-quatre francs quatre vingt dix-sept centimes trop perçue au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Par arrêtes du :

31 mai 1934. — Est autorisé le remboursement à l'« United Africa Company Ltd. » des sommes suivantes trop perçues au titre des taxes de douanes et du wharfage :

Seize francs trop perçus au titre de la taxe de statistique,

Mille huit francs trop perçus au titre de la taxe spéciale instituée sur les cacaos exportés à destination de la France,

Trente-trois francs soixante centimes trop perçus au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires,

Trente-trois francs trop perçus au titre de la taxe de wharfage,

Quatre francs vingt centimes trop perçus au titre de la taxe sur le tonnage importé et exporté instituée au profit de la chambre de commerce du Togo.

Est autorisé le remboursement à la maison « G. B. Ollivant » de la somme de cent trois francs dix centimes trop perçue au titre de la taxe d'importation.

SECOURS

Par arrêté du :

31 mai 1934. — Est accordé un secours de cinq cents francs (500 frs) une fois payé, au nommé BABALAJI, originaire de Lama-Kara, (père de feu Samuel, manoeuvre au service du chemin de fer).

La dépense afférente au secours ci-dessus est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf chapitre V, article 3 (dépenses diverses) : paragraphe 1 (subventions, secours).

DOMAINES

Concessions domaniales

Par arrêtes du :

31 mai 1934. — Le sieur CODJO MENSAH, commerçant et chauffeur demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, (cercle de Sokodé), constituant le lot n° 57 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de huit ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le conseil d'administration entendu : — Est approuvée l'attribution provisoire au conseil d'administration de la mission catholique du Togo, d'un terrain domanial de la contenance de neuf hectares quatre vingt dix huit ares soixante trois centiares (9 ha. 98 a. 63), situé à Bassari, (cercle de Sokodé), immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé sous le n° 60 aux conditions stipulées dans le cahier des charges, préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de mille francs.

Le conseil d'administration entendu : — Est attribué définitivement en toute propriété au conseil d'administration de la mission catholique du Togo, un terrain domanial de la surface de 1 ha. 40 ares 57 centiares, situé à Sokodé, immatriculé au livre foncier du cercle

de Sokodé sous le n° 59 et dont la concession provisoire avait été accordée audit conseil d'administration de la mission catholique du Togo par arrêté n° 807 du 30 décembre 1933.

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur DA ERNESTHO Léopold, commis d'administration à Sokodé, un terrain domanial de la surface de cinq ares quatre vingt huit centiares, sis à Lomé, formant le lot n° 5 du lotissement du centre de Lomé, immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé sous le n° 187 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur DA ERNESTHO Léopold par arrêté n° 34 du 21 janvier 1926.

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle d'Anécho

Suivant réquisition, n° 913, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou, Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier portant : 1° — un bâtiment à usage cultuel; 2° — un bâtiment à usage de logement; 3° — un bâtiment à usage d'école et une dépendance d'une contenance totale de 47 ares 70 centiares situé à Anécho, quartier Ellah, (cercle d'Anécho), et borné au nord par une rue non dénommée et terrain à Kuévidjen, à l'est par terrain à Akovi Sakpleto et une rue non dénommée, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Alougba Toffa, Kayi Kangni, Sewa-Klomi et Atikossi.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 914, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou, Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier portant un bâtiment à usage de logement et école, deux autres bâtiments à

usage de dépendances; d'une contenance totale de 38 ares 83 centiares situé à Anécho, quartier Djossi, (cercle d'Anécho), et borné au nord-est par une rue non dénommée, au sud-est par une place publique, au sud-ouest par la voie-ferrée et au nord-ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 915, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 12 ares 67 centiares situé à Anécho, quartier Déghénou, (cercle d'Anécho), et borné au nord par un chemin le séparant de la lagune, à l'est par terrain à Gbesindé et une place publique, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Agbessi Adoté et Ayayi Agbobi.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 916, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 12 ares 03 centiares situé à Anécho, quartier Djamadji, (cercle d'Anécho), et borné au nord par terrain à Sodawo, à l'est par terrain à Ahlonko et Alussuvi, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Toffa.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance,

grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 917, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 55 ares 12 centiares, situé à Anécho, quartier Djossi, (cercle d'Anécho), et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par terrain à Sigismond Lawson et Kokou;

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 918, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, à usage de cimetière, d'une contenance totale de 5 hectares 92 ares 80 centiares, situé à Anécho, quartier Adjido, (cercle d'Anécho), et borné au nord par un chemin, à l'est par une ruelle et un terrain à Bruno Adjayi, au sud par la lagune, à l'ouest par terrains à Moïse Herpin, Kodjo, François Mensan, Damasus Adoté et la mission catholique;

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 56. — Le gouverneur de la Gold-Coast fait connaître que la bouée indiquant l'emplacement du câble à Accra a été remplacée, le 26 mars 1934, dans la position suivante :

Phare d'Accra	297°
Flèche de l'église de la Trinité	328°
Pavillon du Château	30°

N° 57. — Le 25 mai ou aux environs de cette date, pour une durée approximative de 14 jours, ce sans autre avis, le bateau feu de la Gambie placé sous la latitude 13° 34' nord, longitude 16° 45' ouest, sera temporairement remplacé par un ponton feu de même éclat.

Hauteur 20 pieds

Visibilité 9 milles

peint de couleur rouge sans cloche.

Cartes affectées : n°s 608-599-594-1226-1147.

Cet avis annule l'avis aux navigateurs n° 55 publié le 1^{er} mai 1934.

N° 58. — Le gouverneur de la Gold-Coast fait connaître que la bouée du rocher Hoeven d'Axim a été définitivement déplacée le 15 mai.

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé pendant le mois de Mai 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
111-Oaru Liverpool-Sapele	Anglais	1. 5. 34	1. 5. 34	2.105	39	42.130	—
112-Amstelkerk Douala-Hambourg	Hollandais	2. 5. 34	2. 5. 34	2.453	65	9.862	231.247
113-Banfora Marseille-Douala	Français	3. 5. 34	3. 5. 34	5.868	148	41.686	—
114-Ft. Archambault Kribi-Hambourg	—do—	6. 5. 34	6. 5. 34	3.288	44	—	176.907
115-Kumasian Liverpool-Burutu	Anglais	8. 5. 34	8. 5. 34	2.151	32	101.034	5.957
116-Amérique Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	4.867	144	—	125.470
Arago (Cablier)	—do—	9. 5. 34	9. 5. 34	—	—	—	—
117-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	6.086	142	1.315	1.027
118-Jonathan Holt Rotterdam-Warri	Anglais	14. 5. 34	14. 5. 34	1.794	39	45.611	—
119-Banfora Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	5.868	148	0.261	154.145
120-Ft. de Douaumont Hambourg-Libreville	—do—	15. 5. 34	15. 5. 34	3.142	44	162.106	—
121-West Irmo New-York-Kribi	Américain	—do—	—do—	3.585	33	111.266	—
122-Touareg Marseille-Douala	Français	18. 5. 34	18. 5. 34	3.122	73	20.278	0.100
123-Adrar Dunkerque-Matadi	—do—	20. 5. 34	20. 5. 34	3.500	43	13.908	—
124-Maaskerk Hambourg-Kribi	Hollandais	21. 5. 34	21. 5. 34	2.447	65	45.478	112.466
125-Brazza Pt. Noire-Bordeaux	Français	22. 5. 34	22. 5. 34	6.086	142	—	34.113
126-Muirton Marseille-Pt. Gentil	—do—	23. 5. 34	23. 5. 34	3.112	44	478.369	—
127-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	6.599	163	0.393	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
128-Zarembo New-York-Opobo	Américain	23. 5. 34	23. 5. 34	3.073	34	53.507	—
129-Dagomba Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	—do—	2.100	38	41.458	—
130-Albi Anvers-Pte. Noire	Français	26. 5. 34	26. 5. 34	2.543	37	10.950	—
131-Touareg Douala-Marseille	—do—	27. 5. 34	27. 5. 34	3.122	73	3.099	221.199
132-Daru Kribi-Liverpool	Anglais	—do—	—do—	2.103	39	10.226	5.242
133-Mary Slessor Londres-Sapele	—do—	28. 5. 34	28. 5. 34	2.163	32	—	309.612
134-Chelma Libreville-Marseille	Français	29. 5. 34	29. 5. 34	3.106	43	—	56.945
135-Ft. de Vaux Hambourg-Pte. Noire	—do—	30. 5. 34	30. 5. 34	3.451	44	61.834	—
136-Canada Marseille-Douala	Français	31. 5. 34	31. 5. 34	5.668	163	38.063	0.032
137-Tagliamento Durban-Trieste	Italien	—do—	en rade	3.368	45	3.250	—

Lomé, le 4^{er} Juin 1934.Le Chef du Service des Douanes, p. i.
BARBAROUX.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

Convocation d'Assemblée Générale

SOCIÉTÉ AFRICAINE
FINANCIÈRE ET AGRICOLE S. A.

M. M. les actionnaires de la Société Africaine Financière et Agricole (SOCAFA), Société anonyme au capital de trois millions de francs, dont le siège est à Atakpamé (Togo) sont convoqués en Assemblée Ordinaire Annuelle, au siège social, à Atakpamé, le Mercredi Dix-Sept Juillet Mil Neuf Cent Trente-Quatre, avec l'ordre du jour suivant :

1. — Approbation des comptes de l'exercice 1933;
2. — Nomination des commissaires aux comptes;
3. — Autorisation à donner aux administrateurs, conformément à la loi du 24 juillet 1867.

Un Administrateur.

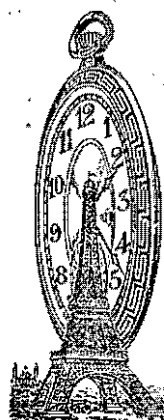
Révocation de Pouvoirs

La Société G. B. OLLIVANT & C^o Ltd. a l'honneur d'informer le Public que Monsieur Albert CLÉMENT ne fait plus partie de son personnel, et que la substitution de pouvoirs pour le Togo qui lui a été donnée en date du 3 décembre 1931, par Monsieur DEMETER Nicolas BATSIOS Agent Général de la Société pour le Togo, a été révoquée en date du 17 mai 1934.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France